

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Les évolutions du risque pénal dans la gestion publique locale

CONTENTIEUX

Intérêt général et refus de suspension dans un référé spécial

L'ouverture du recours en révision même sans texte

DROITS ET LIBERTÉS

Principe de laïcité et financement d'un édifice culturel par une collectivité territoriale à l'étranger

DROIT ADMINISTRATIF ET DROIT CONSTITUTIONNEL

Sondages électoraux : l'interdiction de diffuser des résultats avant 20 heures

DROIT ADMINISTRATIF COMPARÉ ET ÉTRANGER

Origine et contours des principes généraux de bonne administration en droit belge

La tradition nationale du droit administratif en Italie

Le juge administratif face au défi de l'efficacité

Jean-Marc Sauvé

DOSSIER

Constitutionnalité et conventionnalité

- Question prioritaire de constitutionnalité et droit européen des droits de l'homme
- Juge constitutionnel et juge ordinaire

DOSSIER

Mutations et permanence du contentieux des contrats publics

- Loyauté des relations contractuelles
- Cause juridique et exécution des marchés
- Déféré préfectoral
- Sous-contrats d'occupation du domaine public
- Ininvocabilité par les tiers

CHRONIQUES

- Chronique des thèses
- Conseil d'État

CARDEX	
B. DATOS	
DONACION	
CANJE	
COMPRO	4
EXPTÉ.	
INV.	É

DIRECTION

Directeurs :
Pierre Delvolvé et Pierre Bon

Secrétaire général :
Dominique Pouyaud
*Professeur à l'Université
Paris Descartes (Paris V)*

Secrétaire général adjoint :
Coralie Mayeur-Carpentier
*Maître de conférences
à l'Université de Franche-Comté*

31-35, rue Froidevaux,
75685 Paris cedex 14
E-mail : rfdadalloz.fr

PRÉSIDENTE-DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION

Sylvie Faye

ÉDITION

Directeur éditorial :
Philippe Weiss
Secrétaire de rédaction :
Marie Thomas
Tél. rédaction : 01 40 64 12 81
Fax : 01 40 64 54 66
E-mail : m.thomas@daloz.fr

ABONNEMENTS - RELATIONS CLIENTS

Directrice des abonnements :
Yvette Nay
80, avenue de la Marne - 92541 Montrouge Cedex
Fax : 01 41 48 47 92
Responsable relation clients :
Marie-Hélène Tylman
Tél. : 0 820 800 017 (0,12 € TTC/mn)
Revue bimestrielle (6 numéros par an)
Prix de l'abonnement 2012 TTC (1 an) :
France 265,46 €
Étranger 285,88 €
Prix au numéro : 57,18 €

Les abonnés qui, à la réception de ce numéro, constateront que la livraison précédente ne leur est pas parvenue, sont priés d'en aviser le service des abonnements sans délai, l'éditeur ne pouvant garantir pendant plus de 6 mois le service des numéros manquants.

Tous les volumes des revues antérieures à 1999 sont réimprimés par Schmidt Periodicals GmbH (Deutenford - D-83075 Feinbach - Allemagne).

ÉDITIONS DALLOZ

Société anonyme
au capital de 3956040 euros
Siège social :
31-35 rue Froidevaux - Paris 14^e
RCS Paris 572 195 550
Siret 572 195 550 00098
Code APE 5811Z
TVA FR 69 572 195 550

Filiale des éditions Lefebvre-Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié dans la revue est interdite.

CPPAP n° 1013 T 83763
ISSN 0763-1219

Imprimé en France par JOUVE
1, rue du Dr Sauvé - 53100 Mayenne
Dépôt légal : septembre 2012

Le juge administratif face au défi de l'efficacité
Retour sur les pertinents propos d'un Huron au Palais-Royal et sur la « critique managériale »
par Jean-Marc SAUVÉ 613

(DOSSIER) 621

Constitutionnalité et conventionnalité

QUESTION PRIORITAIRE DE CONSTITUTIONNALITÉ ET DROIT EUROPÉEN DES DROITS DE L'HOMME ENTRE ÉQUIVALENCE ET COMPLÉMENTARITÉ

Présentation
par Romain TINÈRE 621

La modulation des peines
par Mustapha AFROUKH 625

Le régime de l'hospitalisation sous contrainte
par Katarzyna BLAY-GRABARCZYK 629

Le régime du droit de propriété
par Carole NIVARD 632

L'indépendance et l'impartialité des juridictions spécialisées
par Caroline PICHÉRAL 636

JUGE CONSTITUTIONNEL ET JUGE ORDINAIRE

Les interférences entre l'office du juge ordinaire et celui du Conseil Constitutionnel : « malaise dans le contentieux constitutionnel »
par Sébastien PLATON 639

L'inconventionnalité d'une loi de validation déclarée constitutionnelle
Conclusions sur cour administrative d'appel de Paris, 18 juin 2012, *Fondation d'entreprise Louis Vuitton pour la création et Ville de Paris*, n° 11PA00758 et n° 11PA00812
par Sylvie VIDAL 650

(DOSSIER) 663

Mutations et permanence du contentieux des contrats publics

MUTATIONS

La « loyauté des relations contractuelles » en droit administratif : d'un principe procédural à un principe substantiel
par Laure MARGUERY 663

La cause juridique dans le contentieux de l'exécution des marchés publics
par Sylvie AUBERT 672

Le déferé préfectoral contre les contrats administratifs : du recours pour excès de pouvoir au recours de plein contentieux

Note sous Conseil d'État, 23 décembre 2011, *Ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration*, n° 348647, et 9 mai 2012, *Syndicat départemental des ordures ménagères de l'Aude*, n° 355665,
par Pierre DELVOLVÉ 683

PERMANENCE

La qualification des sous-contrats d'occupation du domaine public. L'ininvocabilité des contrats administratifs par les tiers
Note sous Conseil d'État, Section, 11 juillet 2011, *Mme Gilles*, n° 339409 et Tribunal des conflits, 14 mai 2012, *Mme Gilles c. Société d'Exploitation Sports et Événements et Ville de Paris*, n° C-3836
par Laetitia JANICOT 692

(RUBRIQUES) 707

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Les évolutions du risque pénal dans la gestion publique locale
par Nathalie LAVAL MADER 707

CONTENTIEUX

Intérêt général et refus de suspension dans un référé spécial
Conclusions sur Conseil d'État, Section, 16 avril 2012, *Commune de Conflans-Sainte-Honorine et autres*, n° 355792 et 355867
par Damien BOTTEGHI 719

L'ouverture du recours en révision, même sans texte
Conclusions sur Conseil d'État, Section, 16 mai 2012, *M. Serval*, n° 331346
par Cyril ROGER-LACAN 730

DROITS ET LIBERTÉS

Principe de laïcité et financement d'un édifice culturel par une collectivité territoriale à l'étranger
Conclusions sur tribunal administratif de Lyon, 5 avril 2012, *Association Libre Pensée et d'action sociale du Rhône*, n° 1007858
par François BÉROUJON 741

DROIT ADMINISTRATIF ET DROIT CONSTITUTIONNEL

Sondages électoraux :
faut-il abandonner l'interdiction
de diffuser des résultats
avant 20 heures ?
par Romain RAMBAUD 753

DROIT ADMINISTRATIF COMPARÉ ET ÉTRANGER

Origine et contours des principes
généraux de bonne administration
en droit belge
par David RENDERS et Benoit GORS . . 763

La tradition nationale du droit
administratif en Italie
par Aldo SANDULLI 773

CHRONIQUES 787

Chronique des thèses
*par Norbert FOULQUIER, Frédéric ROLIN,
Xavier DUPRÉ DE BOULOIS,
et Martin COLLET* 787

CONSEIL D'ÉTAT

ARRÊTS ET AVIS RÉCENTS

1^{er} mai 2012 – 30 juin 2012
par Philippe TERNEYRE

TABLES